

LE JOUR, 1950
5 NOVEMBRE 1950

PROPOS DOMINICAUX : LES POSITIONS DE PRINCIPE

Le fléchissement du civisme se traduit toujours par des dégâts en politique. Quand on défend mieux ses bénéfiques que son pays, on annonce sans s'en rendre compte la perte de la cité.

Un peuple qui se passionne pour l'argent plus que pour les lois ne s'inquiète plus des périls collectifs qui le menacent.

Périodiquement le problème économique se présente au Liban sous un aspect de cet ordre; et de temps à autre, par l'intervention d'intérêts obscurs, il paraît prendre une forme aiguë.

Mais il y a assez d'intelligence dans ce pays pour montrer à chacun son devoir et sa voie. Nous le croyons fermement.

Autrement, ce serait faire comme Esaü, qui vendit son droit d'aînesse pour un plat de lentilles. Nous ne prétendons pas, nous libanais, à un droit d'aînesse et nous ne menaçons aucun droit ; mais nous défendons un bien supérieur qu'on voudrait nous voir compromettre pour rien, ou peu de chose.

Quand le Liban s'éloigne de ses positions de principe, il ne voit plus les lumières qui sont sa force et son salut.

Les Libanais savent encore gagner leur vie en restant chez eux ; **ils ne le pourraient plus qu'en émigrant si pour un avantage fallacieux ils renonçaient à une de leurs libertés essentielles.** Telle est la réalité ultime.

Si nous élevons la voix si souvent, c'est pour éviter le terrain glissant du compromis boiteux. Ceux qui, de notre politique décousue ont quelque expérience, savent combien facilement ici, on s'enlise, dès qu'on s'éloigne des principes tutélaires. **Nous luttons pour notre façon de vivre et pour nos foyers. En défendant ces positions vitales, c'est finalement, contre des séductions trompeuses, notre prospérité future que nous défendons.**

Si quelques oranges pèsent sur le marché, que l'Etat les achète et les exporte. Si quelque industrie méritante est en difficulté que l'Etat la soutienne ; mais pour rien au monde, ne nous laissons imposer de gaieté de cœur une loi draconienne. Le jour où nous ne serons plus suffisamment maîtres de notre politique économique, nous serons en voie de tout perdre.

Mieux que personne nous connaissons au Liban les nécessités de l'interdépendance. Ces nécessités, ce sont d'autres qui ne veulent pas les comprendre.

Le Liban se bat, comme toujours, pour la liberté du côté de la mer ; une liberté consciente, une liberté réfléchie, une liberté mesurée et qui a fait ses preuves.

Cette grande vérité ne doit échapper à personne. Nous sommes une république maritime et notre pays a quatre fois plus de façade sur la mer qu'il n'a de profondeur. Un enfant tirerait la leçon d'un fait aussi éclatant.

Ferons-nous progresser ou reculer une civilisation ?